

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240912-lmc1341643-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 17 septembre 2024
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
60	20	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/09/189</p> <p>MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES VEHICULES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENT :

Mme Pascale JANVIER.

Séance Publique du 12 septembre 2024

N° D' O R D R E : 24/09/189

**O B J E T : MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES VEHICULES
DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-13-1,

VU l'article L721-3 du Code Général de la Fonction Publique,

VU la loi n°2013-907 en date du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'article 6 du décret n° 2022-250 du 25 février 2022,

VU le règlement intérieur fixant les conditions d'utilisation des véhicules de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le règlement des astreintes et des permanences,

VU l'avis de la Commission Finances Administration Générale en date du 3 septembre 2024,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut mettre des véhicules à la disposition des élus et du personnel dans les conditions fixées par une délibération annuelle,

CONSIDERANT qu'un véhicule de fonction peut être attribué aux agents occupant un emploi fonctionnel ainsi qu'à un emploi de collaborateur de cabinet,

CONSIDERANT que le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut se voir attribuer un véhicule de service au titre du mandat qu'il exerce, avec la possibilité de conserver le véhicule à son domicile,

CONSIDERANT que certains agents exercent des missions justifiant le remisage d'un véhicule de service à leur domicile,

CONSIDERANT que l'autorisation de remisage à domicile d'un véhicule de service peut être ponctuelle ou permanente,

CONSIDERANT que l'autorisation de remisage à domicile permanent d'un véhicule de service est reconductible, sous réserve que l'agent qui en est titulaire continue d'assumer les missions qui justifient cette attribution,

CONSIDERANT que le remisage à domicile ponctuel d'un véhicule de service doit être formalisé et validé par la hiérarchie. L'agent concerné doit avoir établi au préalable un ordre de mission et être titulaire d'un permis de conduire en cours de validité,

CONSIDERANT l'interdiction d'utiliser les véhicules mis à disposition pendant les périodes de repos journaliers, hebdomadaires et de congés payés pour des déplacements d'ordre privé,

CONSIDERANT que l'agent qui utilise un véhicule de service est tenu de remplir un carnet de bord, soumis à des contrôles périodiques visant à apprécier son utilisation à caractère professionnel et maîtriser la gestion du parc automobile,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER l'attribution de véhicules de fonction métropolitains pour les emplois suivants :

- Directeur Général des Services,
- Directeur Général Adjoint des Services,
- Directeur Général des Services Techniques,
- Directeur de Cabinet.

ARTICLE 2

DE PRECISER que les véhicules de fonction sont attribués, par l'autorité territoriale, selon les modalités suivantes :

- Usage professionnel pour l'exercice des missions relevant des fonctions ci-dessus.
- Usage toute l'année pour tout type de trajets.
- Usage privé pendant les congés annuels – RTT maladie...
- Prise en charge par la collectivité des frais liés à l'utilisation du véhicule (entretien, réparations, carburant, assurance, stationnement...)
- Valorisation de l'avantage en nature imposable pour la valeur fiscale déclarée selon les règles établies pour les cotisations de sécurité sociale.

ARTICLE 3

D'AUTORISER l'utilisation des véhicules de service avec autorisation permanente de remisage à domicile pour les agents dont les missions présentent des caractéristiques particulières :

- Niveau d'encadrement de direction ou de service,
- Remisage justifié par nécessité de service, notamment la multiplicité des lieux de travail, l'encadrement d'agents non sédentaires, des responsabilités de disponibilité et de réactivité en dehors du cadre normal du temps de travail,

ARTICLE 4

D'AUTORISER l'utilisation par le Président de la Métropole, au titre de son mandat, d'un véhicule de service avec la possibilité de conserver le véhicule à son domicile.

ARTICLE 5

D'AUTORISER les agents et les élus de la Métropole à utiliser les véhicules de service sans remisage à domicile pour effectuer les déplacements s'inscrivant dans le cadre de leurs missions à condition de respecter la procédure de réservation du véhicule et de détenir un permis de conduire en cours de validité.

ARTICLE 6

DE PRECISER que ces mises à disposition sont conditionnées aux nécessités et aux missions du service, aux missions et fonctions des agents et doivent avoir été autorisées par l'Autorité territoriale.

ARTICLE 7

D'AUTORISER ponctuellement pour des raisons de service, notamment en cas d'astreinte, de réunion tardive le soir ou de déplacement en dehors du territoire de la Métropole, le remisage à domicile sur décision de l'autorité hiérarchique.

ARTICLE 8

DE RAPPELER que l'utilisation à des fins personnelles d'un véhicule de service de la collectivité est strictement interdite. Seul un trajet domicile-travail entendu comme un aller-retour par jour est autorisé dans le cadre des autorisations de remisage à domicile de véhicules de service.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 3

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Philippe LEROY, Madame Rachel ROUSSEL.